

# Crise des retraites (France) : « Il n’y aura pas d’échappatoire à la grève »

vendredi 31 mars 2023, par [Baptiste \(militant interpro CGT\)](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2023).



*Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas*

Depuis le passage en force à l’Assemblée avec le 49.3, la mobilisation a passé un nouveau cap. Une phase de multiplication des actions de blocage a commencé. Ce qui frappe, c’est que ces actions plus radicales n’ont pas été le fait, comme on le voit souvent, d’une minorité irréductible qui reste dans la lutte en fin de mouvement. Au contraire, on a assisté depuis janvier 2023 à une montée en pression, par paliers, qui n’a laissé aucun·e des acteur·e·s de la mobilisation sur le côté. Bien entendu, certaines composantes de l’intersyndicale n’ont pas suivi cette voie, voire l’ont désapprouvé, mais sans jamais remettre en cause le cadre unitaire de mobilisation qui fait alors office de « minimum syndical » : « libre à chacun·e d’aller plus loin ».

Et nous ne nous en sommes pas privé·e·s, à tous les niveaux : depuis maintenant une dizaine de jours, nous avons su multiplier les actions avec inventivité et régularité. Barrages filtrants, opérations escargot, filtrages de ronds-points, opérations ville morte, déambulations, blocages de routes ou de centres logistiques... La liste des actions, démultipliées sur tout le territoire, des grandes villes aux plus petits bassins d’emploi, est impressionnante et a largement permis de fragiliser encore un peu plus un pouvoir déjà chancelant. Il faut souligner que l’initiative de ces actions (à l’exclusion des manifestations sauvages du soir, encore que beaucoup aient fait suite à ce qui était à l’origine des rassemblements tout ce qu’il y a de plus syndicaux) vient le plus souvent des structures syndicales elles-mêmes, Unions départementales ou locales, fédérations, syndicats...

\*\*\*

On est loin d’un « dépassement par la base » tel qu’invoqué parfois abstraitement, puisque ces initiatives ont été encouragées au niveau confédéral et bien souvent impulsées et organisées par les structures territoriales ou fédérales. Cela n’est pas étranger à leur démultiplication, à leur fréquence et à leur ampleur : la preuve a été faite que pour tout diminué qu’il soit, le tissu syndical conserve une certaine capacité de mobilisation de ses militant·e·s, pour peu qu’il s’en donne les moyens. Mais pour tout spectaculaire que soit ce durcissement de la conflictualité, force est de constater qu’il n’implique qu’une partie très minoritaire des participant·e·s aux manifs (qui sont, elles, plus massives que jamais, comme on l’a vu le jeudi 23 mars), et plus encore si l’on se place à l’échelle du salariat tout entier.

Les limites de cette stratégie commencent donc à se faire sentir. Les actions de blocage, dans leur

grande majorité, ne sont pas des actions constructives. Elles ont une efficacité sur le moment, mais n'augmentent pas en soi le niveau de mobilisation. Pour qu'un blocage perdure, pas le choix : il faut re-bloquer. Puis rebloquer encore, jusqu'à épuisement. Ça ne marche qu'un temps, par définition. Le blocage est une action à rendement décroissant : le premier jour, il y a l'enthousiasme de la nouveauté, l'effet de surprise, la rencontre de militant·e·s d'horizon divers... Mais s'il faut durer, alors s'installe la routine, l'épuisement, la répression policière... et pas de forces nouvelles pour prendre le relais. Le blocage, c'est souvent l'entre-soi des (plus) mobilisé·e·s.

Même porté par les syndicats à une ampleur inédite, le contournement de la grève par le blocage ne marche qu'un temps. Pour avancer, il n'y a pas le choix : il faut la grève. Et trop d'actions de blocage sont complètement déconnectées de toute ambition de la construire.

\*\*\*

Il ne s'agit pas d'opposer tous les blocages à la grève. D'abord parce qu'une action symbolique réussie donne confiance, visibilise la lutte, fait se rencontrer des militant·e·s qui rentrent remotivé·e·s. Le blocage du périphérique parisien dès le 17 mars, mobilisant plus de 400 militant·e·s en trois points différents, a ainsi été une démonstration de force et un tremplin pour la suite de la mobilisation.

Ensuite, parce que le blocage fait partie du panel d'action de solidarité interpro à mobiliser en soutien à la grève. Que ce soit dans le secteur des déchets ou dans les raffineries, les blocages réalisés avec l'appui d'autres professions en luttés et d'étudiant·e·s ont permis d'afficher un soutien massif aux grévistes et de faire face aux réquisitions.

Mais on a aussi vu trop de blocages « gratuits » : des sites bloqués sans même prévenir le syndicat à l'intérieur de la boîte ; d'autres où le blocage génère une longue file d'attente de camions, l'occasion rêvée d'aller discuter de la grève avec tous et toutes les salarié·e·s d'un secteur stratégique... Mais personne n'a pensé à amener un tract, et d'ailleurs personne ne semble vraiment avoir envie d'aller discuter avec ces salarié·e·s non-grévistes : c'est plus confortable de rester agiter nos drapeaux entre convaincu·e·s... On pourrait multiplier les exemples d'actions qui tournent en boucle (pas toutes heureusement, certaines sont menées en appui à une stratégie de grève), qui donnent la satisfaction de « faire quelque chose » mais n'augmentent nullement les chances que d'autres « fassent quelque chose » à leur tour le lendemain. D'autant qu'elles mobilisent souvent beaucoup de militant·e·s, qui pourraient parfois employer cette énergie ailleurs ou de manière mieux coordonnée.

\*\*\*

La preuve en a été faite à de multiples reprises : que l'on appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars, que l'on démultiplie les actions symboliques, que l'on proclame qu'il n'y aura « plus de règles » si le gouvernement utilise le 49.3, nous n'avons pas bloqué l'économie. Et pour y arriver, on ne pourra pas faire l'économie du travail de construction de la grève. Car il n'y a pas de grève sans discussion avec les salarié·e·s.

Les blocages font totalement partie du répertoire d'initiatives à utiliser, mais ils doivent être ciblés et préparés dans ce but (tract préparé en direction des salarié·e·s visé·e·s, prises de contact préalables, suivis et communications...). Et ils ne doivent pas être utilisés par défaut, au détriment des autres outils à notre disposition. L'essentiel est d'arriver enfin à s'adresser aux salarié·e·s non grévistes, que ce soit sur nos lieux de travail ou là où nous n'avons pas d'implantation. Ces lieux sont beaucoup plus nombreux que les seuls sites stratégiques souvent ciblés : parfois, s'adresser aux salarié·e·s n'implique pas de les bloquer, comme dans le commerce.

Partout où nous sommes allés à la rencontre des salarié·e·s, l'accueil a été excellent : ils et elles sont toujours heureux de recevoir la visite de syndicalistes, de découvrir qu'ils et elles ont le droit de faire grève et sans préavis, que leur opposition (fréquente) à la réforme peut s'exprimer par la grève même s'ils/elles travaillent à quelques salarié·e·s dans une petite boutique, etc. C'est peut-être moins immédiatement satisfaisant et moins spectaculaire qu'un blocus matinal. Mais c'est payant sur le moyen terme (sans parler du renforcement du syndicalisme pour la suite, quelle que soit l'issue du mouvement), et au moins tout aussi gratifiant, par la conscience de classe interpro que cela génère, des deux côtés. C'est aller à la rencontre d'une facette massive mais trop oubliée du prolétariat contemporain, dont la participation à la grève n'est pas une option pour la victoire de tous et toutes. A nous de faire preuve d'inventivité, et d'imaginer aussi des initiatives qui permettent de rompre avec l'image du vieux tractage poussiéreux : déambulations joyeuses dans un centre commercial, cantine à prix libre sur une zone industrielle, tournée syndicale massive et simultanée sur plusieurs sites, etc. : tout est bon à prendre, pourvu que ça permette de discuter et de transmettre un peu de notre enthousiasme gréviste à des salarié·e·s encore hésitant·e·s !

\*\*\*

Alors certes, il est tard. Certes, ce boulot aurait dû être fait bien avant. Mais il n'y a pas d'échappatoire. Ou bien nous parvenons à mettre autant d'énergie que celle que nous avons mise dans les blocages dans des actions de développement de la grève, ou bien nous continuons à tout miser sur une stratégie de blocage minoritaire et largement extérieure, le débouché ne pourra être qu'une guérilla face à la police ; une guérilla de plus en plus réduite à un noyau militant qui finira laminé par la répression. La réforme et son gouvernement n'ont jamais été aussi impopulaires, l'occasion est encore là et les attentes des travailleurs et des travailleuses à notre égard sont immenses. A nous de nous en saisir pour provoquer à nouveau un de ces rebondissements qui ont rythmé ce mouvement.

**Baptiste**, militant interpro CGT

---

**P.-S.**

• Article reçu par A l'Encontre le 30 mars 2023 :

<https://alencontre.org/europe/france/france-il-ny-aura-pas-dechappatoire-a-la-greve.html>